

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 15 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSV

3 route de Passy - 89510 VERON

Références : 230685
Code AIOT : 0005401390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement PSV implanté 3 route de Passy, 89510 Véron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du PPC (Programme Pluriannuel de Contrôle) de 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSV
- 3 route de Passy - 89510 Véron
- Code AIOT : 0005401390
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement Plateforme de Stockage de Véron (PSV), situé sur le territoire de la commune de Véron, assure le stockage de produits agro-pharmaceutiques et des produits divers (huile, engrais, adjuvants, semences...) pour le secteur de l'agriculture et du jardin.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale entrepôt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2 | Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1 | Sans objet |
| 7 | Détection incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 | Sans objet |
| 10 | Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I. | Sans objet |
| 3 | Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2 | Sans objet |
| 4 | Conditions de stockage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 | Sans objet |
| 5 | Interdictions de stockage de certains liquides inflammables | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 | Sans objet |
| 6 | Eclairage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16 | Sans objet |
| 8 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 | Sans objet |
| 9 | Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 | Sans objet |
| 11 | Effets thermiques sur les tiers (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'est concentrée sur les nouvelles prescriptions liées au retour d'expérience de l'incendie à Rouen en 2019. L'exploitant a pris en compte ces évolutions. Toutefois, quelques améliorations restent à prévoir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I. |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks. |
| Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a mis à disposition un état des stocks à jour. On y retrouve chaque produit, sa désignation, sa quantité, son emplacement de stockage (par cellule, par allée, par rack), le code client, la date d'entrée, la date de fabrication, le numéro de lot, numéro de palette... Un autre état des stocks est plus succinct mais relié aux rubriques ICPE. Ainsi, on peut extraire pour chaque rubrique ICPE la quantité de produits stockés et vérifier que les quantités autorisées ne sont pas dépassées. Toutes les livraisons sont prévues à l'avance pour anticiper et la refuser en cas de dépassement. Ces informations sont toutes gérées dans un logiciel commun qui permet aussi la génération des FDS des produits stockés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses |
| Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. |
| Constats : L'exploitant affirme ne jamais stocker de déchets dangereux sur son site. Cet état des stocks ne fait pas référence aux grandes familles de mention de danger des substances lorsque ces dernières peuvent conduire à un classement au titre d'une rubrique 4xxx. Aucune extraction de quantité par type de danger n'est alors exploitable. Non-conformité n° 1 : l'état des stocks est incomplet. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 3 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique |
| Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. |
| Constats : L'état des stocks complet peut être extrait sur un fichier excel. Il peut donc être allégé pour obtenir un état des stocks permettant de répondre aux besoins d'information de la population. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Conditions de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu |
| Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. [En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes avant 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 l et inférieur à 230 l ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 l, - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté. |
| Constats : Le site ne dispose pas de système d'extinction automatique, ni de mezzanine. Lors de la visite des cellules 1, 3, 4 et 5, les stockages respectaient les prescriptions de ce point de l'arrêté ministériel. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu |
| Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 l. Cette disposition est applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. |
| Constats : L'exploitant affirme ne jamais stocker de produits classés H224. Or, l'état des stocks n'indiquant pas les familles de risques (cf. point 2), l'information n'a pu être vérifiée dans sa totalité. L'information a été vérifiée sur deux produits inflammables en étudiant la FDS. Aucun n'était caractérisé par cette mention de danger. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Eclairage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu |
| Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. [Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 01/01/23 pour les nouvellement soumis. |
| Constats : Le site est uniquement équipé d'éclairage électrique. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de détecteurs de fumée sur la totalité de son bâtiment et de détection optique dans la cellule 1 stockant les produits phytosanitaires.</p> <p>Tous les détecteurs sont reliés à une centrale présente dans les bureaux. Il y a une alarme sonore sur tout le site, reliée à la télésurveillance qui appelle tout de suite l'astreinte de l'établissement. Ce dernier se rend rapidement sur le site pour les premières constatations et éventuellement, la levée de doute. Si l'astreinte ne répond pas, un appel au SDIS est automatique.</p> <p>Une ronde d'un gardien est réalisée la nuit et les jours non travaillés.</p> <p>L'exploitant indique qu'un système de vidéosurveillance est à l'étude permettant ensuite de se séparer du service de gardiennage.</p> <p>Les détecteurs sont contrôlés par l'installateur deux fois par an. Le dernier date du 10 octobre 2023, réalisé par DEF. D'après le compte-rendu associé, deux détecteurs étaient hors service : un situé dans la cellule 1 et un sur le quai de chargement. De plus, des travaux de maintenance étaient à prévoir sur 15 autres détecteurs. D'après l'exploitant, cette maintenance et le remplacement des deux détecteurs hors service ont eu lieu mais aucune traçabilité n'a été établie.</p> <p>Demande de compléments n° 1 : Il est demandé à l'exploitant de fournir une attestation permettant de confirmer le bon état de marche de la totalité de ses détecteurs.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées avant 2017, enregistrées avant 2011 et les nouvellement soumises. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. |

| |
|--|
| <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Deux poteaux incendie le long de la route appartenant à la mairie peuvent être utilisés par le site PSV. D'après l'exploitant, la mairie fait vérifier leur débit de façon annuelle.</p> <p>Un autre poteau est installé à l'intérieur du site. Le dernier contrôle date du 5 mai 2022. Le compte-rendu indique un débit de 51 m³/h. Un autre contrôle est programmé à la fin de l'année 2023.</p> <p>Le dernier contrôle des extincteurs et des RIA a eu lieu le 20 juin 2023.</p> <p>Chaque année, un exercice POI est organisé par l'exploitant. A chaque fois, l'utilisation d'extincteurs ou de RIA est prévu. En 2023, un exercice PPI a eu lieu. Ainsi, le dernier exercice POI a été programmé le 5 décembre 2022 : départ de feu dans la cellule C3 avec utilisation de moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Le personnel a été formé la dernière fois à la manipulation des extincteurs en décembre 2018. Il est conseillé à l'exploitant de renouveler cette formation à l'ensemble de son personnel.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1^{er}. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> |

| |
|---|
| En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. |
| Constats : L'exploitant projette d'augmenter sa capacité de stockage de certains produits. Une demande sera formulée à l'Inspection courant 2024. Une nouvelle estimation des besoins en eau sera alors remise ainsi que des propositions de réserves supplémentaires si besoin. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie |
| Prescription contrôlée : Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2022. <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ; - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. |
| Constats : L'exploitant s'est rapproché d'un bureau d'étude pour mettre en place cette démarche. <p>Il a reçu un premier devis, d'un montant élevé, d'après l'exploitant et qui ne le satisfait pas, en particulier, concernant les délais d'intervention de cet organisme (entre 4 h et 6 h). De plus, une astreinte est demandée pour assurer la disponibilité du matériel.</p> |

La réflexion est donc en cours mais non aboutie.

Non-conformité n° 2 : il est demandé à l'exploitant de mettre en place rapidement cette démarche.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

La dernière étude de dangers date de 2019. Elle présente les modélisations de tous les scénarios, type incendie dans chaque cellule. Aucun effet thermique de 8 kw/m² ne sort du site.

Une mise à jour de ce document sera réalisée en adéquation avec les projets à venir sur ce site, probablement courant 2024.

Type de suites proposées : Sans suite